

Monsieur Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 16 mars 2023

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre du Logement.

À la question parlementaire suivante :

« Il est un fait que la mobilité transfrontalière en matière de logement a tendance à augmenter. C'est ainsi qu'un nombre non négligeable de ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre, si son ministère dispose d'un état des lieux sur ce phénomène et quelles sont le cas échéant les raisons principales du changement de résidence ?
- Quels sont le cas échéant les avantages/désavantages d'un tel choix ? »

Monsieur le Ministre a fourni la réponse suivante :

« Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur les flux migratoires de ressortissants luxembourgeois dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges autres que celles disponibles via le portail du Statec. »

Tout en remerciant Monsieur le Ministre pour sa réponse, j'aimerais l'informer que malgré des recherches intensives, je n'ai pu trouver de telles données via le portail du Statec. En effet, le Statec ne dispose que de données sur les personnes qui vivent au Luxembourg.

Devant ces lacunes, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'estime pas que le phénomène des flux migratoires de ressortissant luxembourgeois vers les régions frontalières allemandes, françaises et belges mériterait une analyse sur base de statistiques réellement existantes ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.



Mars Di Bartolomeo
Député



Réponse du Ministre du Logement à la question parlementaire n°7780 du 16 mars 2023 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernant la « mobilité transfrontalière en matière de logement ».

Les raisons multiples et diverses pourquoi des ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges méritent certes des analyses plus approfondies.

Tel est également le cas d'autres sujets ayant trait à la question du logement et dont je me permets de dresser ici une liste non exhaustive :

- Comment faire en sorte que le secteur privé de l'immobilier développe davantage de logements répondant à la capacité de financement des ménages à revenu moyen au Luxembourg ?
- Quelle est la part de la rente foncière dans le développement des prix de l'immobilier au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?
- Quelle est l'évolution des caractéristiques socio-économiques des primo-acquéreurs au Luxembourg au cours des vingt dernières années ?
- Comment minimiser l'impact du développement de nouveaux logements sur le réchauffement climatique ?
- Comment assurer le vivre-ensemble dans des quartiers citadins qui se densifient ?
- Quelle est la surface habitable par tête d'habitant en moyenne et selon les régions et les catégories d'âge ou de situation socio-économiques au Luxembourg ? Comment ces moyennes se comparent-elles avec les moyennes des pays limitrophes ?
- Quelle serait la surface habitable par tête d'habitant utile et nécessaire pour réussir les défis du développement durable ?
- Quel est l'imaginaire du logement abordable préféré pour les jeunes, les 60+, les familles ? Comment cet imaginaire a-t-il évolué depuis les années 80 ? Est-ce que le stock des logements du pays correspond à cet imaginaire ?
- Comment mobiliser les potentiels résidentiels pour mieux utiliser les surfaces d'habitation disponibles au Luxembourg tout en renforçant la résilience économique des ménages ?
- Quel impact présente un impôt de mobilisation du potentiel foncier sur la disposition des propriétaires de développer leur réserve foncière destinée à l'habitat ? Quelle corrélation entre le niveau du taux de l'imposition et le développement de logements ?
- Comment assurer que l'impôt de mobilisation du potentiel foncier pour le développement du logement n'ait pas d'impact négatif sur l'évolution des prix tout en assurant un développement résidentiel conforme au PDAT ?
- Quel impact présente un impôt sur les logements non occupés sur la disposition des propriétaires de mettre ces logements en location ? Quelle serait l'impact d'une offre plus étendue de la Gestion locative sociale sur la mobilisation de logements non occupés ?
- Comment évaluer l'impact de la masse monétaire (M3) sur l'évolution des prix de l'immobilier en Europe ?
- Pourquoi les bénéficiaires potentiels de la subvention de loyer ne profitent pas davantage des aides à la location mises en place par le gouvernement ?
- Quel est le taux de recours aux autres aides individuelles en matière d'accès à la propriété ?
- Comment évaluer plus précisément les coûts de la mise en œuvre d'une Gestion locative sociale pour son acteur ?



- Comment améliorer la productivité du secteur de la construction alors que celui-ci est en baisse constante ? Comment assurer que le secteur de la construction devienne précurseur dans l'usage de matières de construction renouvelables ?
- Comment promouvoir l'économie circulaire dans la construction ?
- Comme faire en sorte que les responsables politiques communaux accueillent plus ouvertement le développement de logement abordable dans leurs communes, notamment sur les anciennes friches industrielles ?
- Comment définir la mixité sociale ? Est-ce qu'il existe une « mixité sociale saine » ?
- Y a-t-il des critères de mixité sociale à mettre en œuvre au niveau du développement urbain ?
- Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus faibles ?
- Quels sont les facteurs psychiques, économiques, sociaux et culturels de fragilisation des ménages à revenus élevés ?
- Quels liens entre diversité des habitants d'une résidence et résilience du vivre ensemble ?
- Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté résidentielle présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?
- Quel accompagnement est nécessaire et utile pour mener à bien le vivre-ensemble d'une communauté de quartier présentant une grande diversité économique, sociale et culturelle ?
- Quel impact revient à la mixité scolaire sur le bon vivre-ensemble au sein d'un quartier ?
- Comment définir la « gentrification » ? Dans quels quartiers des grandes localités du Luxembourg peut-on constater une « gentrification » ?
- Comment réussir la transition énergétique en matière de logement dans les quartiers populaires ? Comment identifier des quartiers populaires au Luxembourg ?
- Quelles améliorations sont nécessaires pour faire du dispositif des Commissions de loyer une instance de médiation efficace en amont de la Justice de Paix ?
- Quelle est l'évolution de la taille des entreprises actives dans le développement du logement ?

Luxembourg, le 12/04/2023.
Le Ministre du Logement,
(s.) Henri Kox